

PAGES DE GAUCHE

Périodique indépendant
d'opinions socialistes

N° 176

été 2020

www.pagesdegauche.ch



Page 4 Santé

Science for the people s'engageait pour une approche collective de la santé aux États-Unis.

Page 6 Dette

Une dose raisonnable d'inflation est une excellente chose pour les salarié·e·s

Page 7 Égalité

Un premier bilan sur les violences domestiques pendant le confinement en Suisse

Page 20 Livres

Compte rendu critique du dernier livre d'Aude Vidal sur les mouvements féministes contemporains

Le dossier

La politique au quotidien

Durant plusieurs mois, nous n'avons pas pu nous réunir ou manifester. Les membres de la rédaction de Pages de gauche ont partagé un sentiment d'impuissance politique. Au-delà de cette situation exceptionnelle, c'était oublier l'importance de nos comportements quotidiens. Le dossier de ce numéro est là pour rappeler que nos leviers d'action politiques existent aussi dans des activités perçues comme anodines. Que l'action militante soit possible ou non, nous rappelons dans ce numéro que le quotidien reste politique. Page 8

À lire sur notre site

2019

Sur la pandémie

Posted on 25 mai 2020 by webmaster@pagesdegauche.ch



Ces deux dernières semaines, Pages de gauche vous a proposé sur les réseaux sociaux quelques points de réflexion sur la pandémie et ce qu'elle nous avait montré. Pour les illustrer, chaque point était accompagné ironiquement d'une citation à l'opposé de l'analyse de la rédaction. Voilà maintenant les 13 réflexions au complet !

Continuer la lecture →

2020

La Plateforme : Entre cruauté capitaliste et folie humaine

Posted on 11 mai 2020 by webmaster@pagesdegauche.ch



Présenté lors du festival de Toronto où Netflix y a récupéré les droits, c'est un peu la petite bombe de ces derniers jours : La Plateforme, première réalisation de l'espagnol Galder Gaztelu-Urrutia. Un thriller au goût âpre et à la saveur aigre qui, en période de confinement, ne vous laissera pas l'esprit tranquille.

Continuer la lecture →

Contenu

Rosa Luxemburg, Réforme sociale ou révolution?

Posted on 28 avril 2020 by webmaster@pagesdegauche.ch



Réforme sociale ou Révolution? est la réponse de Rosa Luxemburg aux théories réformistes d'Eduard Bernstein, dans le cadre d'un débat traversant le parti social-démocrate allemand fin du XIXe siècle. Le ton est donné dès la préface: «L'alternative: réforme sociale ou révolution, but final ou mouvement, est, sous une autre face, l'alternative du caractère petit-bourgeois ou prolétarien du mouvement ouvrier».

Chronique

Faillite annoncée du 2^e pilier

Les tuiles continuent à tomber sur la méthode de financement des retraites par capitalisation. L'atonie des rendements boursiers de ces dernières années met déjà le système dans un état de quasi faillite, mais la crise pandémique de ce printemps montre, avec une acuité encore plus forte, son caractère totalement absurde. Incapable de résister à la moindre crise, prenant prétexte de l'allongement de la durée de vie pour expliquer ses déboires, le système de retraite par capitalisation (le « 2^e pilier ») doit être aboli. À l'inverse, la retraite par répartition (comme l'AVS) est tout à la fois durable, robuste, facilement adaptable aux circonstances et résistante aux crises (économiques autant que sanitaires).

L'objectif à long terme sera de socialiser les avoirs du 2^e pilier, peut-être par secteur ou par entreprise dans un premier temps, et en conservant le principe du paiement de rentes variables, mais selon les meilleures années et non selon l'ensemble des cotisations (ce qui n'a strictement aucun sens). Une partie des sommes gigantesques accumulées par les caisses de prévoyance depuis l'entrée en vigueur de la LPP en 1985 (environ 900 milliards de francs) pour-

ra servir à financer la transition, puisqu'une retraite par répartition n'a aucun besoin d'une fortune aussi importante.

On peut bien sûr attendre que les caisses de prévoyance commencent à faire faillite les unes après les autres pour changer ce système. Compte tenu des rapports de force politiques en Suisse, c'est sans doute ce qui va se passer, hélas. La droite va tenter de faire passer des baisses de rentes, mais le verrou référendaire l'empêchera de colmater toutes les brèches du deuxième pilier.

L'on pourrait cependant aussi parier sur l'intelligence résiduelle d'une partie de la droite, qui avec les années a bien dû commencer à se rendre compte qu'elle avait misé il y a quarante ans sur un canard boiteux, qui n'est pas viable à long terme. Après tout, c'est bien avec la droite qu'il a fallu négocier la mise en place de l'AVS dans les années 1940, et l'on peut espérer qu'il reste encore quelques héritiers de ces esprits éclairés aujourd'hui au parlement. En cherchant bien, derrière les idéologues fous du genre Lüscher et consorts, on devrait bien en trouver !

Antoine Chollet

Impressum

Abonnement annuel : Fr. 59.-
Abonnement de soutien : Fr. 150.-
Abonnement réduit
(AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuses-eurs) : Fr. 49.-
CCP 17-795703-3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat :

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction :

Antoine Chollet (AC), Mathieu Gasparini (MG), Emma Sofia Lunghi (ESL), Joakim Martins (JM), Bertil Munk (BM), Stéphanie Pache (SP), Hervé Roquet (HR), Pauline Schneider (PS), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thiéry (AT), Léo Tinguely (LT)

Comité :

Cora Antonioli, Umberto Bandiera, Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Dan Gallin, Claude Grimm, Anne Holenweg, Pascal Holenweg, Line Rouyet.

Maquette :

Marc Dubois, Graphisme éditorial, Lausanne

Secrétariat de rédaction et mise en page :

Pauline Schneider, Neuchâtel

Webmaster :

Mathieu Gasparini, Lausanne

Dessins :

Christian Vullioud (Cévu)

Illustrations :

Photographies de manifestations BLM, Lausanne © Rachel Pache.

Relecture :

Cora Antonioli et Yvan Thiéry

Impression :

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix



Éditorial

Le socialisme par gros temps

Les derniers mois ont prouvé de manière éclatante qu'en période de crise la gestion d'une société doit être socialiste, et qu'elle sera d'autant plus efficace qu'elle sera respectueuse des libertés fondamentales. À l'exception de quelques esprits dérangés, personne n'a pu même penser qu'une gestion de la pandémie par le marché et la « libre » concurrence entre les entreprises était envisageable.

L'économie suisse a été largement socialisée durant cette pandémie, la puissance publique portant à bout de bras des secteurs entiers, par le biais de l'assurance-chômage, par la garantie des prêts bancaires d'urgence, par les décisions prises sur les baux commerciaux, et par l'injection massive de liquidités. Non seulement les a-t-elle financés, mais les décisions du Conseil fédéral ont aussi fait passer la gestion de certains de ces secteurs sous un contrôle public plus ou moins direct (le ravitaillement alimentaire, la distribution d'essence).

Lorsque la situation est aussi difficile et incertaine qu'elle l'était au mois de mars, le socialisme est la seule solution viable. Cette conclusion presque logique a évidemment bouleversé les responsables politiques et économiques suisses, renversant totalement toutes les valeurs auxquelles ils et elles croient depuis des décennies. Il est certain qu'on se dépêchera de justifier cette gestion exceptionnelle par une situation sanitaire qui l'était tout autant. Il ne reste pas moins que cette gestion de crise a su montrer son efficacité, même dans un pays aussi peu préparé que la Suisse à la mettre en œuvre.

La crise a également pu être surmontée grâce à ce que les ultra-libéraux du PLR et de l'UDC n'étaient pas parvenus à détruire totalement : des hôpitaux publics, un service public des transports et de l'énergie qui, malgré la baisse brutale de la consommation, a pu maintenir un service minimal et une

fourniture ininterrompue, une administration qui a la plupart du temps montré son agilité pour s'adapter aux circonstances, etc.

Depuis la mi-mars tout concourt à montrer que le socialisme fonctionne mieux que le laisser-faire généralisé, la concurrence entre entreprises et la privatisation des services publics. Cela signifie que le laisser-faire n'est qu'une politique de beau temps (et encore, seulement pour les personnes les plus aisées), ce qui n'est nullement une surprise pour toute personne de gauche à peu près sensée. Notre tâche maintenant consiste à montrer que, si le socialisme est bien la méthode la plus robuste d'organisation de l'économie et de la société, celle qui résiste le mieux aux crises, il est aussi, en temps normal et à condition d'être démocratique, la plus efficace, la plus juste, la plus égalitaire et la plus durable.

La rédaction

Au sommaire de ce numéro

- | | |
|---|--|
| <p>3 Éditorial
Le socialisme par gros temps</p> <p>4 Actualités
La santé ne peut pas être privée</p> <p>5 Votations : limitons les patrons, pas les migrant·e·s</p> <p>6 Dédiabolisons l'inflation</p> <p>7 Violences domestiques pendant le confinement : premières leçons</p> <p>7 Le poing, la rose et le casse-noix</p> <p>8 Dossier
La politique au quotidien</p> <p>9 De qui êtes-vous solidaires ?</p> <p>10 Travail et syndicalisme</p> <p>11 Construire des intimités solidaires</p> <p>12 Une patronne de gauche à Lancy</p> | <p>13 Formation des élites</p> <p>14 La citoyenneté au jour le jour, ici ou ailleurs</p> <p>15 Tourisme de masse</p> <p>16 Mettre fin au stade Coubertin</p> <p>17 Habiter autrement : logements solidaires et coopératifs</p> <p>18 Peut-on subvertir l'armée ?</p> <p>19 S'empouvoier</p> <p>20 Culture
Livre : Faux débats et vrais ennemis</p> <p>21 Livre : Le football comme instrument d'émancipation</p> <p>22 Livre : L'école des soignantes</p> <p>22 Livre : Tout s'effondre</p> <p>23 Livre et expositions</p> |
|---|--|

Santé

La santé ne peut être privée

Dans les années 1970 et 1980, aux États-Unis, une bande d'étudiant·e·s, chercheuses·eurs et enseignant·e·s qui n'hésitait pas à citer Marx et Lénine anima un mouvement qu'elles et ils ont baptisé « La science pour le peuple » (Science for the people).

Durant cette période de militantisme en faveur des droits civiques et antimilitariste, la nécessité de démocratiser la science fut perçue de manière aiguë. Il s'agissait de défendre une science au service de tou·te·s, et non au bénéfice du complexe militaro-industriel, ou des groupes sociaux dominants. Le mouvement promouvait une approche scientifique des êtres humains comme des organismes sociaux, résultat de leur socialisation, et non celui de leur gènes, de leurs hormones, ou de leur cerveau. Il s'opposait aux recherches individualistes, réductrices et déterministes, et à leur justification de la situation inégalitaire existante.

Un hygiénisme bienfaisant

Cette vision individualiste domine encore grandement les recherches scientifiques et la façon dont on conçoit la santé. Pourtant, nombreuses sont les données démontrant non seulement l'influence des facteurs sociaux pour la santé, mais leur prépondérance sur d'autres facteurs individuels. C'est d'ailleurs la prise en compte de l'environnement de vie qui a amené les améliorations les plus importantes en terme de santé et de mortalité, en particulier les mesures d'hygiène qui ont limité la propagation des maladies infectieuses : les mesures de lutttes contre la tuberculose, interdisant notamment le crachat, la désinfection qui a fait chuter la mortalité chirurgicale et obstétricale, ou les pratiques d'hygiène des mains, contre les infections acquises lors de soins, ou, comme aujourd'hui, contre une pandémie.

Il nous faut admettre que la santé n'est pas individuelle et que nos états de santé sont socialement co-construits et donc

interdépendants : les effets de la nutrition, de nos conditions d'habitation, de travail, et d'accès aux soins façonnent bien plus notre état de santé que nos gènes, contrairement aux idées colportées par la biologie déterministe. Se soucier de la santé collective est un programme politique de gauche. Les mouvements de groupes sociaux opprimés (antiracistes, féministes, queers, de migrant·e·s, de pauvres, etc.) ont d'ailleurs systématiquement dû organiser des cliniques pour les leurs, car les programmes traditionnels perpétuaient leur oppression à la fois de par l'usage de connaissances et de pratiques discriminatoires, et par le manque d'accès à ces prestations, voire le refus de soin.

L'hygiénisme n'est pas un eugénisme

La santé de la population dans son ensemble, c'est également l'enjeu des programmes de vaccination. On ne sait quand le vaccin contre le virus actuel sera disponible. Mais l'on aurait été en meilleure position, voire déjà en possession d'un produit efficace, si, au lieu de laisser des entreprises privées et leur recherche de profit dicter la recherche pharmaceutique, nous avions des infrastructures publiques non seulement de recherche, mais de production et

de diffusion des traitements et des vaccins. Il est terrifiant de constater qu'aucune équipe de recherche sur ce vaccin n'est indépendante d'une entreprise privée, nous obligeant de fait à le commercialiser. Cette situation alimente les délires complottistes contre les vaccins et une méfiance générale à leur égard.

La santé pour le peuple

Les personnes qui pensent que l'on ne peut se fier à ces opportunistes diaboliques devraient se joindre à notre appel à la nationalisation des entreprises pharmaceutiques, qui permettrait non seulement de produire ce qui est utile au peuple dans son ensemble, mais aussi de contrôler les modes de production, la qualité des essais cliniques, et la fiabilité des connaissances soutenant l'usage d'un nouveau produit, notamment un vaccin.

Il faudra ainsi se rappeler au-delà de la pandémie que la santé est collective et que nous n'existons pas sous une forme atomisée. C'est tout le paradigme individualiste qu'il faut jeter à la poubelle pour restructurer de façon sociale et démocratique la recherche pharmaceutique, médicale, biologique, même fondamentale, l'industrie pharmaceutique, et la santé.

Stéphanie Pache

Votations

Limitons les patrons, pas les migrant·e·s

En 2014, l'initiative UDC contre l'immigration de masse est acceptée. Cette dernière souhaite que la Confédération reprenne la maîtrise de son immigration. Sans le dire pendant la campagne, l'UDC aurait souhaité que la Confédération dénonce (ou renégocie) l'ALCP, et a fortiori toutes les bilatérales I, liées entre elles par la fameuse clause guillotine.

Le parlement décide finalement une mise en application douce permettant de ne pas toucher à l'ALCP. L'UDC, furieuse, annonce en réaction le lancement de l'initiative de limitation « pour appliquer la volonté populaire », instrumentalisant une fois de plus nos outils démocratiques. Mais d'où vient cette hargne infatigable de ce parti à l'égard de la libre-circulation des personnes ?

Même si cela n'est pas faux, répondre à cette question par la simple affirmation que l'UDC est un parti nationaliste, xénophobe et démagogue ne clarifie pas les choses plus que tant. Il s'agit surtout d'intérêts économiques existants couplés d'un racisme omniprésent.

UDC : bourgeoise et raciste

Premièrement, le racisme de l'UDC n'a rien de nouveau. Pendant les années d'après-guerre où l'économie helvétique avait un grand besoin de main d'œuvre, l'extrême-droite de l'époque commençait déjà à parler de déculturation (*Entfremdung* en allemand) pour décrire leur peur des immigrant·e·s toujours plus nombreux·ses. En riche héritière de cette infamie, l'UDC parle maintenant de « pillage des étrangers », d'enfants étrangers qui nivelleraient par le bas la formation ou encore d'« immigrants mal formés », oubliant par la même occasion que ce sont ces immigrant·e·s qui pourvoient les emplois ingrats dont les Suisses ne veulent pas. Le coronavirus aurait été encore

plus destructeur si ces immigrant·e·s n'avaient pas été là.

Deuxièmement, l'acharnement que met l'UDC pour retourner à l'archaïque système de contingents traduit son but : mieux exploiter les travailleurs·euses ici et maintenant. Rappelons que la libre circulation des personnes a permis que la force de travail d'origine étrangère ne soit plus utilisée comme première variable d'ajustement en cas de crise.

Entre 1973 et 1976, 340'000 personnes ont perdu leur emploi. Parmi ces 340'000, 240'000 étaient des travailleurs·euses étranger·ère·s dont la plupart ont dû rentrer chez eux·elles, sans aucun filet social. De plus, les mesures d'accompagnement à l'ALCP, synonymes de fortes avancées sociales, ont toujours été combattues par l'UDC. Ainsi, en cas de crise, ce parti est le sauveur des profits, et en période de prospérité, il en est son maximisateur, préférant voir la précarité des saisonniers à l'acquisition de nouveaux droits politiques et économiques pour les salarié·e·s suisses et étrangers·ères.

Que faire après avoir dit non ?

Même si le non à l'initiative est plus ou moins unanime à gauche, l'idée-même de liberté de circulation des personnes au sein d'une Union européenne néolibérale y fait débat. D'un côté, cette libre circulation mettrait en concurrence les travailleurs·euses de chaque

pays satisfaisant les besoins de *dumping* social du capital. De l'autre, cette liberté serait fondamentale d'autant plus que le projet européen serait un projet de paix entre les peuples. Entre ces deux visions caricaturales, il y a la nuance. D'un côté, la question des salaires est moins une question d'offre et de demande de travail que de rapport de pouvoir entre travail et capital. De l'autre, les institutions de l'UE favorisent quasi-systématiquement l'ouverture des marchés au profit de normes sociales, soit des nanti·e·s au profit du reste.

Penser la question des relations Suisse-UE comme un simple conflit interne au patronat (l'un internationalisé, l'autre pas) serait une erreur stratégique. Le projet socialiste, qui est internationaliste, comprend la liberté de mouvement.

Circuler librement ne commande en rien l'exploitation. Il s'agirait ainsi de conditionner notre soutien pour l'ouverture européenne à de nouvelles mesures sociales. Pour l'accord institutionnel, soyons intransigeant·e·s et exigeons des extensions aux mesures d'accompagnement actuelles. Construire une Europe socialiste à travers les institutions de l'UE semble peu probable, l'attendre sans sphère publique européenne non plus.

Bertil Munk

Politique monétaire

Dédiabolisons l'inflation

En 2019, la dette brute de la Confédération suisse s'établissait à 96,9 milliards de francs suisses. Le taux d'endettement (la dette exprimée en pourcentage de PIB) était lui légèrement inférieur à 14%, un taux excessivement bas en comparaison internationale.

Au lieu de célébrer la « bonne gestion fédérale des comptes », la gauche ferait bien de rappeler que ce faible endettement est la conséquence d'une austérité imposée depuis désormais des décennies à l'administration fédérale ainsi que d'un report massif des charges sur les cantons.

Entre-temps, le coronavirus a débarqué en Suisse et la Confédération est fortement intervenue dans l'économie. Étant donné que les recettes de l'État fédéral ont diminué en raison de la baisse de la production, et du report, voire de la suspension de certains impôts et qu'en même temps ses dépenses ont explosé avec le sauvetage des assurances sociales et des entreprises, les dettes souscrites par l'État suisse prendront certainement l'ascenseur. Le « grand » argentier de la Confédération, Ueli Maurer, a récemment estimé, dans une interview accordée à l'ATS, que ces dernières pourraient croître de 30 à 50 milliards de francs suisses, soit une augmentation de 50%.

Inquiétante dette et promesses d'austérité

Cette brusque augmentation des dettes fédérales, bien qu'elle soit nécessaire à bien des égards, doit préoccuper la gauche. Tant qu'il sera interdit à la Confédération d'emprunter à la Banque nationale suisse (BNS), celle-ci devra pour emprunter de l'argent se tourner vers le marché obligataire. L'État se verra ainsi détroussé par les plus riches. En effet, les riches épargnant·e·s, qui ont vu leur taxation fortement réduite ces dernières décennies, pourront donc le devenir encore plus en prêtant avec intérêt (en admettant que ceux-ci ne soient plus négatifs en raison de l'augmentation de l'offre obligataire) à la Confédération de l'argent qui auparavant était prélevé par l'impôt. Dans l'entretien précédemment cité, le Conseiller fédéral UDC indique également que le remboursement de la dette pourrait prendre 25 ans, qu'un « programme d'économies » (une nouvelle cure d'austérité) pourrait être mise sur pied en 2022, frein à l'endettement oblige, et « qu'un moratoire sur de nouvelles dépenses pendant plusieurs années est d'autant plus important ».

Réponses de gauche

Face au projet austéritaire promis par Ueli Maurer, dont les effets dévastateurs en matière d'inégalités sont bien connus, la gauche dispose de plusieurs cordes à son arc. La première consiste en un rachat massif de dettes publiques par la banque centrale. Dans les faits, la BNS achèterait des titres de dettes émis par la Confédération dans l'objectif de les répudier en les faisant passer en pertes et profit. Cette technique revient globalement à contourner l'interdiction faite aux banques centrales de prêter aux États. La seconde

corde est celle de l'inflation. Cette dernière, qui peut être définie comme la perte du pouvoir d'achat d'une monnaie, permettrait effectivement d'alléger le fardeau de la dette publique et cela au détriment des prêteuses·eurs. Si la Confédération en collaboration avec la BNS décide de provoquer une « douce inflation » de 3-4% par an, par exemple à travers une augmentation contrôlée des salaires, la dette publique perdrait en une décennie 30 à 40% de sa valeur (certain·e·s économistes pensent même qu'une inflation de 8% serait soutenable). L'État fédéral rembourserait donc ses bailleuses·eurs de fonds avec une monnaie dont la valeur s'est érodée dans le temps. Un autre effet positif d'une telle stratégie est son caractère redistributeur. En effet, quand les plus aisé·e·s se font grignoter leurs fortunes, les plus défavorisé·e·s n'ont rien à craindre, car pour que sa fortune perde de sa valeur, il faut déjà en avoir une.

Pour une BNS démocratique

Cette réflexion démontre, une fois de plus, le caractère profondément politique de toute prise de décision économique et la nécessité de leur démocratisation. C'est pourquoi la gauche doit, à nouveau, revendiquer la démocratisation de la BNS, et donc la fin de son « indépendance », car actuellement de telles stratégies économiques dépendent du bon vouloir de cette clique d'économistes néo-libéraux, tous des hommes, ne devant rendre de compte à personne.

Joakim Martins



Egalité

Violences domestiques pendant le confinement : premières leçons

Dès les premières semaines de la crise sanitaire, les spécialistes, en Suisse comme dans les principaux pays européens, disaient craindre que la violence domestique ne s'aggrave en raison du confinement. Ils et elles savaient que celui-ci allait immanquablement amener son cortège de tensions au sein des familles et des couples. La Confédération et les cantons ont même créé une task force spécialement à cet effet. Or, le 4 juin dernier, le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes annonçait que le nombre des cas de violence domestique était resté globalement stable, même s'il faut encore, disait-il, « attendre les statistiques de la criminalité et de l'aide aux victimes pour établir une comparaison définitive avec les chiffres de l'an dernier ».

À Genève, les personnes engagées sur le terrain m'ont confirmé que la crainte d'une importante augmentation des cas avait été forte au début du confinement. Passé le weekend qui a suivi la conférence de presse du Conseil fédéral annonçant le confinement (14-15 mars), plusieurs structures ont pensé devoir mettre sur pied de nouveaux dispositifs pour accueillir les victimes et absorber des plaintes dont on pensait qu'elles allaient littéralement exploser.

Imaginer de nouvelles solutions

Les services téléphoniques spécialisés et les urgences psychiatriques des HUG ont bien été davantage sollicitées. Outre la ligne cantonale 24/24 pour l'aide aux victimes, cela concerne des lignes dédiées au soutien psychosocial (la Main tendue, Pro mente sana) ainsi qu'une ligne verte créée par le département de la sécurité, de l'emploi et de la santé.

Un permanent de la Main tendue me confiait ainsi que cette première réaction pouvait paraître exagérée aujourd'hui, mais que celle-ci avait en même temps poussé les actrices-eurs du

terrain et les responsables politiques à imaginer des réponses coordonnées et créatives.

Le 20 avril dernier, la directrice du bureau genevois de l'égalité, Colette Fry, était invitée à la RTS pour un premier bilan et faisait l'hypothèse que le semi-confinement décidé par le Conseil fédéral avait rendu la situation en Suisse moins tendue qu'en France, où, début avril, le Secrétariat d'État à l'Égalité avait mesuré une augmentation des signalements de violences conjugales de 32% depuis le 17 mars. Elle disait par ailleurs que des hébergements dans des hôtels avaient apporté un peu d'air à des institutions qui font face à des manques de capacité pour répondre aux urgences en temps normal déjà. Un responsable du foyer d'urgence le Pertruit a aussi évoqué ce point. Selon lui, devoir gérer des listes d'attente est contradictoire avec la notion même d'accueil d'urgence. Cette période a donc permis à son foyer de souffler un tout petit peu sur ce plan-là.

Phase de dégel

L'un de mes interlocuteurs se demandait ce qui nous était arrivé pendant cette période. La plupart de mes contacts ont confirmé qu'il était encore trop tôt pour pouvoir tirer un quelconque bilan sur le plan des violences dans les couples. On assiste à une « phase de dégel » liée à l'assouplissement des mesures sanitaires, mais ce moment est caractérisé par une grande incertitude, qui amène également son lot de craintes et de tensions. Que va-t-il se passer avec des victimes dont on peut craindre qu'elles aient fait le poing dans leur poche, en raison de la perception d'autres risques plus « aigus » (peur de la pandémie, peur pour les enfants, les parents âgés) ? Je pense à un exemple très choquant relaté par la responsable de la communication de l'Aide aux victimes de violence en couple (AVVEC). Cette structure a reçu plusieurs appels

d'une femme qui était littéralement « confinée dans le confinement » par son conjoint qui lui interdisait de se rendre, progressivement, dans les différentes pièces de son logement jusqu'à lui assigner une seule pièce qu'elle n'avait pas le droit de quitter. Cette femme est restée avec son conjoint pendant le confinement, mais qu'advient-il ensuite ?

Valérie Boillat

LE CASSE-NOIX



Un **ex-syndicaliste genevois**, harceleur notoire et lanceur de grèves minoritaires perdues d'avance, a très logiquement été viré par Unia. Comme il avait sévi au Syndicat des services publics auparavant, **certain-e-s de ses ancien-ne-s camarades** ont jugé qu'il fallait célébrer le premier anniversaire de la grève féministe en exprimant leur soutien à cet individu sexiste et misogyne et créer un « syndicat » concurrent. Le SSP a commencé à exclure plusieurs d'entre elles-eux qui font honte à l'ensemble du mouvement syndical.

LE POING



La rédaction décerne le poing de ce numéro à **Jean-Nathanaël Karakash**, conseiller d'État socialiste neuchâtelois, pour avoir défendu le versement de dividendes par des entreprises ayant bénéficié de chômage partiel financé par la collectivité. Même un Conseil national, à forte majorité bourgeoise rappelons-le, avait accepté une mesure allant dans le sens contraire. Si Karakash est bel et bien socialiste, c'est uniquement pour les actionnaires.

LA ROSE



Plus la pandémie devenait menaçante, plus le mythe de l'inviolabilité de la propriété privée lucrative s'est effrité. Sans que cela n'en émeuve beaucoup, la coalition gouvernementale **PSOE-Podemos** en Espagne a nationalisé les cliniques privées ainsi que certains stocks des pharmacies (malheureusement temporairement). Voilà un choix politique ambitieux dont d'autres gouvernements pourront s'inspirer.



Braconner le quotidien

Dans ce dossier, nous avons choisi d'explorer les interstices politiques du quotidien. Nous avons choisi cette thématique lors du début du confinement partiel soit à un moment de nos vies où nos quotidiens ont été fortement modifiés.

Nous nous sommes saisi·e·s de cet événement pour nous intéresser dans ce dossier aux activités banales tels que faire du sport, habiter, se former ou être en relation. Bref, ces activités qui font le quotidien et peuvent parfois devenir des lieux de résistance à l'extension du monde marchand.

Michel de Certeau disait du quotidien qu'il s'invente avec mille manières de braconner. Il synthétise avec cette expression la thèse principale de sa recherche sur l'invention du quotidien. Pour lui cette invention se fait au jour le jour, elle se bricole en plein centre de la société de consommation et de production par des actes simples et banals. Cuisiner, marcher, converser, habiter, etc., tous ces arts de faire et d'utiliser qui permettent aux consommatrices et consommateurs de faire montre de résistance et ainsi de sortir du statut passif qui leur est assigné. De cette ré-

sistance Certeau s'attachera à montrer combien les tactiques en sont variées et combien elle témoigne d'une créativité des gens ordinaires trop souvent sous-estimée. Une créativité du quotidien échappant au contrôle et à la discipline que le capitalisme cherche à étendre au sein de la société.

Si cette lecture peut paraître trop optimiste, c'est que sans doute elle l'est un peu. Pour équilibrer ce tableau, il faut rappeler que Henri Lefebvre, l'autre penseur majeur du quotidien, soulignait lui l'aliénation qu'il produit. Le vide et la déshumanisation quotidienne que l'extension du capitalisme génère sont pour Lefebvre un carcan à détruire complètement. Les micro-résistances analysées par Certeau ne suffisent pas, Lefebvre souhaite avant tout transformer radicalement le quotidien par la révolution.

Pourtant, entre micro-résistance et révolution nécessaire, il ne faut pas forcément choisir. Ces deux approches ne s'opposent pas, elles se complètent et se parlent. Et ce faisant elles nous rappellent que le banal et l'ordinaire sont des enjeux de luttes. Quotidiennement.

De qui êtes-vous solidaire ?

Je ne compte plus les épisodes de discrimination sexiste, classiste, ou raciste, ni d'abus de pouvoir (intentionnels ou non, là n'est pas la question) dont j'ai été la cible ou le témoin. Ce qui me choque le plus à chaque fois, c'est la complicité des personnes qui laissent surgir ces violences sans intervenir. Quoi que ces personnes croient – certaines se pensent bienveillantes et solidaires des luttes pour l'égalité –, se taire, c'est se rendre complice de l'attaque.

DOSSIER Je suis encore profondément énervée, par exemple, de la naïveté ou de l'hypocrisie de cette femme qui, il y a plusieurs années, dans un train entre Genève et Lausanne où je venais d'être la cible d'une agression verbale raciste de la part d'un passager, s'est approchée de moi, pour me dire: « Vous avez été brave, vous lui avez bien répondu, et il ne fallait pas vous inquiéter, on serait intervenus s'il avait tenté quelque chose » ! Bien sûr, Madame, merci de votre ton condescendant et de votre intervention quand le con en question était déjà sorti du train. C'est sûr que quand on n'a pas pu manifester un désaccord avec des insultes racistes, on va se voir pousser une conscience et du courage lorsqu'apparaît un couteau ou un risque de violences physiques.

Dans la sphère publique

Les transports collectifs sont des lieux fréquents de ce genre d'interactions, parfois avec des issues plus réjouissantes, comme la fois où un agent CFF s'est fait huer et a dû s'empressement de quitter le wagon, en raison de son profilage racial : il n'avait tenté de contrôler que le seul homme noir du wagon, bondé à l'heure de pointe. Dans un autre train bien rempli, un jeune type ivre harcelait une jeune fille qui ne savait visiblement plus comment se débarrasser de son voisin de siège. Il a fini par poser sa main sur sa cuisse, ce qui m'a fait bondir et interpeler le type. D'autres ont soudain retrouvé de la voix. Et le harceleur, comme les adeptes de l'intimidation, a fait preuve de la lâcheté habituelle qu'on leur connaît, et s'est enfui. Si vous manquez de courage, imaginez ce que vit la personne concernée, la honte et la peur est décuplée par votre inaction, qui semble justi-

fier l'agression. Il est pourtant si simple et efficace de manifester un désaccord, ou, le cas échéant, de détourner l'attention pour laisser la victime s'échapper.

Dans la sphère privée

Ces situations publiques ne sont pas les seules où témoigner son désaccord est nécessaire. Je suis sûre que comme moi, vous vous rappelez avec gêne au moins un moment où vous n'avez pas écouté votre collègue, votre ami·e, et même votre partenaire, quand ces personnes ont voulu partager leur désarroi face aux discriminations qu'elles avaient subies. Le silence n'est pas suffisant dans un monde où l'ordre établi n'est pas de son côté. Et j'ai vu de première main les effets de ce silence non face à des injustices chez des personnes défendant l'égalité, et les stratégies de disculpation mises en place : nier les événements, leur gravité, ou exagérer les risques encourus à ne pas laisser ce collègue faire cette blague sexiste, etc. Au lieu de soutenir l'émancipation et l'égalité, notre silence a renforcé l'oppression et le sentiment d'impuissance des opprimés. Il n'est jamais trop tard pour reconnaître ses erreurs.

Refuser la catégorie d'autre

Bien sûr, contester le racisme, le sexisme, l'hétéronormativité a des conséquences, même si elles sont moins importantes si l'on ne fait pas partie des groupes discriminés. Au moment où nous sommes témoins de propos ou gestes discriminatoires, le plus important est de mettre fin à cette violence qui rend « autre » les personnes prises pour cible, ce qui ne peut passer que par le refus en bloc de la catégorisation utilisée. Que nous ayons ou non le privilège de ne pas connaître ces

violences, il faut exprimer clairement sa sympathie et la crédibilité que l'on accorde à ces témoignages. Quel est le sens d'aller manifester contre le racisme ou le patriarcat, si nous ne pouvons pas intervenir au quotidien quand ils frappent si clairement ? La prochaine fois que vous êtes témoin de gestes ou de propos discriminatoires, en l'absence ou en présence des personnes opprimées, rappelez-vous que la manifestation de votre désaccord est ce que vous pouvez faire de plus efficace pour créer l'égalité niée par les actes producteurs de différence.

Stéphanie Pache

Travail et syndicalisme

Enseignante dans le postobligatoire, mon engagement politique a débuté sur mon lieu de travail en prenant immédiatement une forme syndicale. Cette activité syndicale quasi quotidienne, je la mène non pas pour appliquer un projet théorique ou politique, mais en réponse directe à ce que nous vivons avec mes collègues en tant que salarié·e·s de l'enseignement.

DOSSIER J'essaie de militer au plus proche de mes valeurs, dont une grande partie au moins émanent de mon expérience de discussions, de débat, d'informations échangées, de lutte collective, sans être continuellement pensées ou conscientes. C'est d'abord le besoin et l'envie de défendre nos droits et de lutter collectivement contre les injustices, la non-reconnaissance du travail fourni, la maltraitance, la dévalorisation, la négligence, notamment celle de l'employeur qui me meurt. C'est ainsi que je suis devenue une femme de gauche, et que j'ai pris conscience que j'en étais devenue une. Ce sont ces conditions concrètes sur mon lieu de travail et, selon les batailles, en coordination avec d'autres établissements du secondaire II, I ou/et du primaire, au niveau cantonal ou/et national, avec d'autres secteurs qui déterminent mes actions politiques.

Syndicalisme à la machine à café

Si je suis d'avis que l'action syndicale n'a pas à être a priori inscrite dans un programme partisan car ce sont les salarié·e·s qui doivent déterminer ensemble ce dont elles-ils ont besoin et non la politique institutionnelle qui doit leur imposer leurs besoins, son fonctionnement et la façon dont j'ai choisi de l'exercer s'inscrivent clairement dans un système de valeurs et de principes que, de fait, je véhicule auprès de mes collègues d'abord et, plus généralement, comme militante et citoyenne. Ceci paraît d'autant plus évident lorsque les batailles que nous menons visent aussi à défendre les conditions d'apprentissage de nos élèves et, plus globalement, sont liées à la politique de la formation et à la mission de service public fondamentale

dont nous sommes investi·e·s. L'action syndicale commence, le plus souvent, à la machine à café de la salle des maître·sse·s où les échanges sur les difficultés vécues, les mécontentements, les interrogations, la nécessité de partager une perspective sur son travail se révèlent vifs. Elle est complétée par l'information diffusée régulièrement et sous toutes ses formes, y compris en assemblées organisées sur place. En effet, être renseigné·e sur ses droits, sur les enjeux en cours est une condition sine qua non de la qualité des prises de position ou décisions collectives qui naissent et vivent dans les salles des maître·sse·s, puis se finalisent dans les assemblées générales et/ou dans les conférences des maître·sse·s.

Nécessaire solidarité

Ceci permet à chacun·e, pour qui l'intelligence collective a un sens (ou a pris du sens), de privilégier un fonctionnement le plus solidaire possible, de se sentir et de devenir plus fort·e par ce partage pour se défendre soi ou/et pour soutenir l'autre. Loin d'un acte de charité, basée sur l'inégalité qui ne donne aucun droit à celle ou celui qui reçoit et tous

les bénéfices à celle ou celui qui la prodigue, il est bel et bien question ici de solidarité où chacun·e contribue selon ses possibilités à un objectif défini ensemble.

Ainsi dénoncer l'humiliation de l'un·e par notre hiérarchie, intervenir contre une de ses décisions considérée comme injuste, lutter pour améliorer nos conditions de travail et la reconnaissance de ce que nous effectuons, nous battre pour les conditions d'apprentissage de nos élèves, notamment des plus défavorisé·e·s, pour l'égalité dans les faits entre les femmes et les hommes à l'école et ailleurs, pour une retraite digne, sont autant de motivations qui animent nos discussions et nos débats et déterminent nos luttes.

Refuser la docilité face à l'employeur, face à une certaine population qui nous considère comme des privilégié·e·s, face à la masse de corrections, et de préparations, à l'énergie prioritaire que nous mettons dans l'exercice de notre métier, énergie, qui pourrait manquer ensuite pour agir, c'est finalement la vertu émancipatrice du syndicalisme que je défends.

Cora Antonioli



Construire des intimités solidaires

Je suis tombée récemment encore sur l'annonce d'une « coach de vie » qui nous invitait, nous les femmes, comme me l'indique le fond rose et les témoignages de femmes qui l'accompagnent, à devenir « l'architecte » de notre couple, du moins si notre couple inclut un homme.

DOSSIER Après psychologue, organisatrice d'événement, agenda avec alarmes, et interprète du silence, ce type d'atelier nous invite à compléter le set de compétences de survie en couple hétérosexuel par plus de charge mentale et de travail relationnel, la plupart des femmes étant désignées comme responsables de ce travail, et de ce fait, en charge de la bonne marche d'une relation.

Toutes des thérapeutes

Ma découverte du féminisme et sa légitimation d'un sentiment d'injustice a certainement contribué à me sortir de cette vision épuisante et profondément inégalitaire des relations affectives et intimes, qui rend invisibles les rapports de pouvoir entre les sexes par des opérations de diversion. Les charges inégalitaires du travail relationnel sont justifiées par les stéréotypes sur la « nature » différente des sexes, et la division de ce travail savamment entretenue par les conseils psychologiques des magazines et des autres femmes, comme la coach ci-dessus, qui en appelle à « l'intelligence émotionnelle » particulière des femmes, et qui neutralise les dimensions collectives en faisant croire qu'il est possible d'être traitée plus équitablement en « travaillant sur soi ».

Pro-féminisme

Le manque de souci de l'autre n'est pas l'apanage des mâles. Mais les hommes qui ont pris la mesure des privilèges conférés par des rapports de pouvoir collectifs – un véritable statut dont ils bénéficient, qu'ils « utilisent » ces privilèges ou non – ne minimisent pas le travail actif qu'il faut faire pour les neutraliser et développer des compétences relationnelles peu entraînées. Pour Léo Thiers-Vidal, sociologue, le travail des hommes dans les

relations intimes « consiste avant tout à [les] aménager avec les femmes [...] de telle façon que l'asymétrie de pouvoir soit amoindrie, par exemple à travers la non-cohabitation (renforçant la prise en charge symétrique du travail domestique, le non-envahissement de l'espace personnel des femmes, le choix explicite des rencontres), mais également la non-monogamie (coupant court à l'appropriation exclusive, renforçant l'indépendance affective et les alternatives relationnelles pour les femmes) ».

Repenser les solidarités

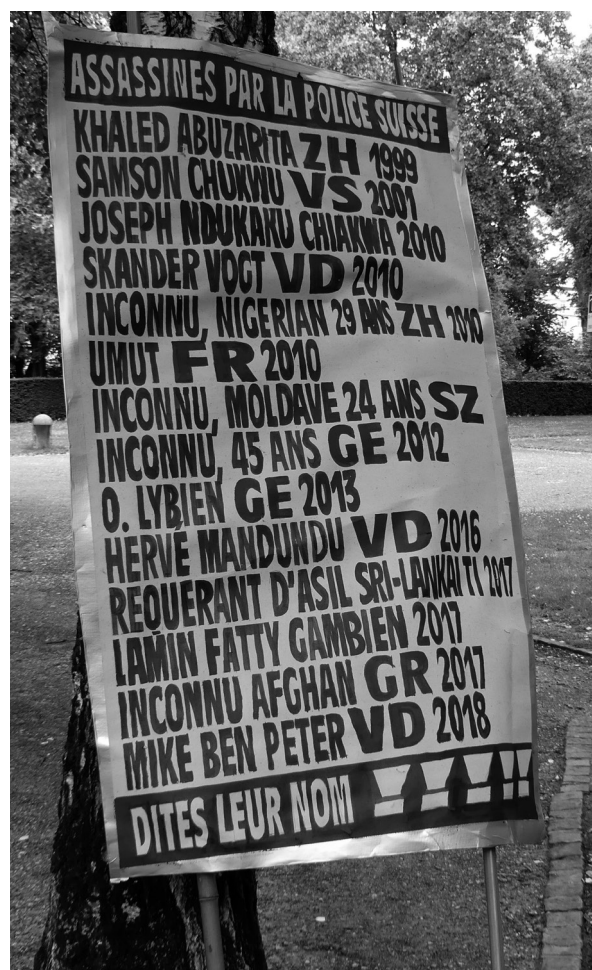
Ses propositions vont de pair avec une remise en question fondamentale de ce qu'est un couple, trop souvent considéré comme fin en soi, ou pire, comme moyen pour accéder à la « réussite » sociale que seraient le mariage et la reproduction, buts qui en conduisent beaucoup à tolérer les inégalités existantes. Le plus triste dans le surinvestissement des femmes dans leur couple hétéro, c'est qu'elles ne réalisent pas toujours qu'elles se coupent de la solidarité des autres femmes en donnant la priorité à leur « partenaire ». Et si les hommes ne sont pas aussi traditionnellement pourvus du souci de l'autre, non comme préoccupation théorique, mais comme impliquant des tâches déplaisantes, ce souci reste à l'inverse fort recommandé pour la survie matérielle des femmes. Que ce dernier est contraint par les relations de pouvoir entre les sexes est aussi distinctement révélé par l'application limitée de ces compétences « naturelles » à l'égard des autres femmes.

Plus de sororité

C'est pourquoi nombre de féministes ont appelé de leurs vœux plus de solidarité entre femmes,

qui leur permettrait, par ces relations affectives, de s'appuyer sur des ressources moins violentes et plus stables que les relations de couple, et en fin de compte de créer des relations plus égalitaires, même hétérosexuelles, en équilibrant le travail relationnel par la multiplication de ses agents de production et de ses bénéficiaires. Ce modèle n'exclut pas les hommes, il ne concerne pas que les personnes se considérant hétérosexuelles non plus. Mais il propose de se tourner vers des personnes capables de nous soutenir et de prendre soin d'une relation plutôt que de nous exhorter à prendre l'entière responsabilité du travail relationnel. Le renforcement de liens affectifs hors couple et l'abandon de l'idéal conjugal fait ainsi porter la responsabilité du rééquilibrage de ce travail à ceux qui profitent de la situation actuelle, plutôt qu'à celles qui en font déjà trop.

Stéphanie Pache



Une patronne de gauche à Lancy

Faire de la politique au quotidien, c'est parfois accepter des mandats électifs et gérer des communes. Nous nous sommes entretenus avec Salima Moyard, qui a pris au début du mois de juin 2020 ses fonctions de conseillère administrative (exécutif) socialiste à Lancy, commune genevoise de 34'000 habitant·e·s et 8^e ville de Suisse romande en termes de population.

DOSSIER *Être membre socialiste d'un exécutif municipal, dirais-tu que c'est être une patronne de gauche ?*

C'est une patronne un peu particulière ! Par mon expérience professionnelle, j'ai expérimenté des milieux divers. En tant qu'enseignante, j'ai travaillé dans un milieu horizontal, qui me laissait une grande latitude dans l'organisation de mon travail. Depuis 2012, je m'occupe également d'administrer l'étude d'avocat·e·s de mon mari, et suis en charge des questions RH et d'administration.

En tant que membre de l'exécutif communal, la particularité réside dans le fait que l'objectif est de mettre en œuvre des politiques publiques et de dispenser des prestations à la population. Depuis ma prise de fonction, j'apprends à donner des orientations et à déléguer la gestion de ces politiques.

Qu'est-ce qui te distingue de tes collègues de droite dans la conduite d'une équipe ?

La commune de Lancy est appelée selon les projections à devenir la deuxième ville du Canton de Genève dans quelques années. Lors des dernières élections, nous avons pour la première fois obtenu une majorité de gauche au Conseil municipal (organe délibératif), à une voix près. Cela nous donnera une marge de manœuvre, mais j'ai pour objectif de travailler de manière rationnelle, et de convaincre aussi la droite du bien-fondé de mes projets.

Plus concrètement, je suis en charge des dicastères des travaux, du social et de l'administration générale. Je m'occuperai des questions liées au personnel.

Par rapport à la conduite d'une équipe, je pense travailler beaucoup plus en concertation et à l'écoute des gens du terrain, que ce que faisait la droite.

Sur un dossier récent lié à une problématique de sureffectifs scolaires sur la commune, j'ai écouté les gens, rencontré les parents, organisé des séances à brève échéance pour expliquer les décisions que je devais prendre. Même si la solution choisie n'est pas parfaite, les parents se sentent entendus, ce qui est très important.

J'essaie aussi d'avoir des discussions qui ne soient pas purement hiérarchiques avec mes cheffes de service et de pôle. Ils-elles ont une connaissance opérationnelle et du terrain très importante, sur laquelle il faut s'appuyer. En résumé, j'essaie de travailler dans la collaboration et le respect des actrices-eurs.

Comment comptes-tu te positionner à l'égard des revendications des syndicats ?

Je vais être attentive aux questions syndicales même si nous avons déjà de bonnes conditions de travail. Ce n'est pas parce que je suis passée de l'autre côté du miroir que je dois perdre mes convictions concernant la défense des travailleuses-eurs, et syndicales.

Ce n'est cependant pas non plus parce que j'ai un fort passé syndical que je vais tout accepter. J'ai mené beaucoup de négociations ; je sais comment celles-ci se passent. Je vais aussi devoir tenir compte de certaines contraintes financières et des décisions du collège.

Ce qui me semble important, c'est que je vais avoir une attitude ouverte à l'égard des

syndicats ; si les revendications sont justifiées et bien-fondées, je vais entrer en matière, tout en conservant un œil critique. Je m'engage à étudier sérieusement les revendications qui me sont soumises, ce que des élu·e·s ou patron·ne·s de droite ne font pas systématiquement.

Comment traites-tu les demandes de la population dans la rue, des courriers, des courriels ?

S'agissant des questions scolaires déjà évoquées, j'ai reçu de très nombreux courriers de parents qui m'ont demandé de trouver des solutions pour leurs enfants. J'ai tout lu, et j'ai particulièrement soigné le contact avec les associations de parents d'élèves du fait de leur représentativité. Enfin, c'est peut-être banal au niveau d'une commune – l'échelon politique de proximité par excellence – mais j'exige que chaque demande qui m'est adressée obtienne une réponse.

*Propos recueillis
par Arnaud Thiéry*

La citoyenneté au jour le jour, ici ou ailleurs

La citoyenneté a plusieurs visages. L'engagement citoyen comprend bien plus qu'une reconnaissance légale, une appartenance nationale ou un droit de vote et d'éligibilité. Nous proposons quelques réflexions sur l'écart entre la réalité quotidienne de l'acte citoyen et son implémentation formelle.

DOSSIER La citoyenneté de la Grèce antique comprenait un ensemble de droits et devoirs civiques et politiques permettant de contribuer collectivement à la vie de la Cité. L'idée est au fondement de nos démocraties. Dans son sens philosophique, la citoyenneté implique une volonté de donner à toutes et tous le droit et les moyens de s'intégrer dans la société, d'y avoir un rôle et de contribuer à la rendre meilleure.

Pourtant, au sens strict, le statut du citoyen athénien était bien éloigné de cet idéal. Il ne concernait qu'une minorité de la population ; esclaves, femmes et hommes étrangers en étaient notamment exclus

Un engagement collectif au quotidien

Aujourd'hui, on se glorifie – particulièrement en Suisse – de nos démocraties modernes, qui semblent bien éloignées de leur version antique. Qu'en est-il réellement ? Qu'est-ce que la citoyenneté pour un·e étranger·e en Suisse ou un·e Suisse à l'étranger ?

Chaque individu a l'envie ou le besoin de participer à quelque chose de plus grand que soi. Cela n'est généralement pas disso-

ciable d'une volonté d'engagement collectif. Au cours de nos vies, que l'on reste à l'endroit où l'on est né ou que l'on migre, on apprend à connaître les lois, les traditions, la langue et la culture de la société à laquelle on appartient, pour mieux s'y intégrer, y contribuer, mais aussi pour la critiquer et la faire évoluer. Des décisions qui peuvent sembler mineures ont un impact collectif : adhérer à un syndicat, soutenir un parti politique, participer à une association culturelle, aider un·e voisin·e ou un·e collègue dans une mauvaise passe, choisir le bistro, la librairie, le cinéma qu'on a envie de soutenir, le journal auquel on s'abonne, le moyen de transport utilisé pour aller au travail ou partir en vacances.

À travers cet engagement collectif, chaque personne est en réalité un·e citoyen·ne, quelles que soient son histoire et son origine, et chacun·e a un devoir de contribuer au tissu social à l'échelle locale, nationale et mondiale, pour que la société soit bien plus qu'une somme d'individualités.

Étranger·es en Suisse et Suisses à l'étranger

Environ 25% des résident·es en Suisse n'ont pas de passeport

suisse. On oublie souvent l'autre facette de la mobilité internationale : 11% des personnes qui possèdent un passeport suisse vivent à l'étranger. Qu'est-ce que cela signifie pratiquement pour une personne qui a vécu cinq, dix, vingt ans, voire toute une vie dans un pays qui n'est formellement pas le sien ? Bien souvent : rien ! Car la citoyenneté s'exprime d'abord par un engagement social, professionnel ou bénévole, dans son quartier, sa cité, sa région et son pays – celui où l'on vit. Notre pays d'origine nous construit et nous accompagne toute notre vie, mais ne se situe pas au même niveau que notre citoyenneté quotidienne.

Cette différence entre la citoyenneté et la nationalité, une large partie de la population – ici ou ailleurs – la vit au jour le jour. Certains mécanismes liés aux droits de résidence facilités (dans l'espace Schengen par exemple) ou de vote et d'éligibilité à l'échelle locale vont dans le bon sens. Pourtant, le système démocratique est encore loin d'être adapté à la réalité cosmopolite : plus de 770'000 personnes vivant à l'étranger peuvent élire les membres du Conseil national, alors que deux millions de résident·es en Suisse n'ont pas ce droit. Dans un monde où la mobilité est globale et les enjeux économiques, sociaux et environnementaux dépassent les frontières des États, il est grand temps d'adapter le sens juridique de la citoyenneté, à la fois en privilégiant le droit du sol au droit du sang mais aussi en renforçant les mécanismes démocratiques internationaux, pour qu'à la citoyenneté au sens large soient associés des droits civiques et politiques.

*Line Rouyet,
citoyenne – ici et ailleurs*



Tourisme de masse

Le tourisme est une pratique qui peut s'avérer profondément aliénante et destructrice. Si nos capacités d'action dans le domaine sont somme toute restreintes, cela ne doit pas nous empêcher de nous questionner sur la forme que doivent revêtir des pratiques souvent réduites à la simple question du mode de transport.

DOSSIER Ici, pas de citation mielleuse sur les présumés bienfaits du voyage pour illustrer cet article. À l'inverse, le voyage et sa forme la plus conventionnelle, le tourisme, sont considérés pour ce qu'ils sont ; c'est-à-dire ni plus ni moins que des pratiques sociales. Historiquement, le voyage a longtemps constitué l'unique propriété des bourgeois·e·s qui seule·s bénéficiaient de temps libre. L'essence du tourisme sont les vacances et les congés payés. Ceux-ci furent introduits en Suisse par la Confédération en 1879, mais ne concernent alors seulement huit pourcents des ouvrier·e·s.

Il faut attendre 1964 et son ancrage minimum de deux semaines au niveau fédéral dans la loi sur le travail pour voir les vacances se démocratiser. C'est le début de la massification du tourisme. Il convient de rappeler que si les congés payés ont été acquis de haute lutte, les vacances, à l'image de la pause, s'inscrivent aussi dans la logique capitaliste en permettant la reproduction du travail. Aujourd'hui, le tourisme constitue toujours non pas une norme, mais bien un privilège. À l'échelle mondiale, seule une personne sur trente effectue chaque année un voyage à l'étranger.

Un tourisme de masse destructeur et aliénant

Cela est pourtant déjà suffisant pour entraîner des conséquences écologiques et sociales désastreuses qui ne sont plus à démontrer. En tant que pratique sociale, le tourisme de masse ne représente qu'une routine formatée. En effet, l'entier de votre séjour est orchestré, des restaurants où vous mangerez aux hôtels où vous allez dormir en passant par les sites que vous visiterez et les transports que vous emprunterez. Que dire alors des « *continental breakfast* » commandables dans la quasi-totalité

des hôtels du monde. Dans cette quête de confort et de ce sentiment de se sentir chez soi, on est ici bien loin du dépaysement promis. Aujourd'hui, cette vision du tourisme ne profite qu'aux grandes industries capitalistes, au détriment des populations locales. Si bien qu'à Barcelone ou Venise, voilà des années que la colère gronde parmi les habitant·e·s. Hors Europe, dans les pays que nous décrivons avec un ethnocentrisme profond comme orientaux, le tableau est encore plus sombre.

L'idée que le tourisme est source d'opportunités et de développement pour ces pays est non seulement fausse mais pire, elle est utilisée comme cache-misère. Elle constitue le voile d'une exploitation économique et sociale sans borne. Partout, dans des rapports de domination exacerbés aux forts relents coloniaux, des régions, des îles voire même des pays tout entier se retrouvent à la solde de touristes occidentaux.

Voyager autrement

Si voyager reste faire état d'un privilège, il demeure possible de l'effectuer de manière plus intelligente et plus respectueuse. Il convient alors de prendre conscience que tourisme ne rime pas avec confort et que l'enrichissement se crée dans la présence à autrui, dans la reconnaissance de l'autre dans son étrange étrangeté. Pour en finir avec son ethnocentrisme, les voyages individuels me semblent pertinents. J'ai, durant mes voyages seul en Chine notamment, constamment cherché à délaisser les lieux huppés et touristiques pour rechercher le contact, sans m'imposer pour autant.

« Faire avec » plutôt que « laisser et regarder faire » me paraissait alors un bon mot d'ordre. Avec du recul, je considère ces

voyages comme transformateurs, comme m'ayant permis de renverser mon regard, de mieux comprendre la réalité de l'autre et d'élargir ma vision des luttes. Mais d'une certaine manière, j'en garde aussi un goût amer en ayant la ferme impression que tout cela relevait finalement de la simple et éphémère expérience sociale.

Ainsi, c'est de savoir que j'allais prochainement retrouver mon mode de vie précédent et mon confort qui me permettait de tenir et de vivre véritablement ces situations comme un enrichissement. Ce type de voyage ne constitue évidemment pas la seule manière légitime de voyager et exige des capitaux culturels et financiers que tou·te·s n'ont pas. Cette illustration nous montre néanmoins qu'il est possible de se rapprocher de vacances écologiques et solidaires, mais que cela ne semble pas pleinement réalisable.

Léo Tinguely

Mettre fin au stade Coubertin

Depuis que mes semaines ne sont plus rythmées par mes entraînements de sport (abandonnés bien avant le 16 mars), une injonction m'est particulièrement insupportable : celle de devoir souscrire à un abonnement de fitness. Que ce soit par la publicité omniprésente, par mon propre sentiment de culpabilité à la vue du « NonStop Gym » de la gare et, le pire, par mes proches qui n'hésitent pas à me rappeler « qu'il faut souffrir pour être beau », cette nouvelle obligation morale traduit un rapport souvent malsain que nous entretenons avec nos pratiques sportives.

DOSSIER En 2020, si nous voulons faire du sport, il faudrait posséder une montre connectée capable de mesurer nos exploits sportifs pour ensuite les partager sur les réseaux sociaux. Au-delà de l'outil absurde et anecdotique, il est désormais courant pour beaucoup de ne trouver la motivation pour sortir et se défouler plus que dans la comparaison avec l'autre, laissant de côté la recherche du bonheur et de la santé.

La compétition, à bas !

Aller à la salle plus souvent que l'autre, soulever un poids supérieur à l'autre ou courir plus vite que l'autre : lorsqu'on prend ces habitudes, on oublie souvent qu'elles ne représentent aucune fatalité. Suivre aveuglément des normes virilistes ou des normes de beauté n'est pas un besoin naturel, mais

une série d'artifices arrangeant bien certaines industries comme celle de la mode ou du cosmétique, qui n'hésitent d'ailleurs pas à les renforcer. De plus, cet éloge de la compétition sur la coopération n'affecte pas seulement notre santé mentale ou physique, mais aussi notre conception du monde. Tout comme nous serions fait·es pour nous dépasser mutuellement dans le sport, pourquoi cela ne devrait-il pas s'appliquer aussi dans le champ économique ? Les théories autour de la concurrence libre et non faussée y trouvent une gracieuse légitimation.

À l'origine du sport moderne

Au moment de l'institutionnalisation et de la démocratisation du sport à la fin du XIX^e siècle, deux visions radicalement différentes de l'exercice physique se

sont affrontées. En France, celles-ci ont porté le nom de la vision « versaillaise » contre la vision « communarde ». La première était symbolisée par Coubertin et le fameux esprit olympique consistant en une forme d'élitisme méritocratique déterminé par l'excellence sportive ; « plus vite, plus haut, plus fort ». Face à cela, le communard Paschal Grousset incarnait une vision démocratique dont le but était de faire du sport un outil d'éducation et d'épanouissement populaire à large échelle et au-delà des différences de capacité des personnes.

On retient de cette confrontation surtout l'esprit olympique, encore adoubé aujourd'hui malgré son eugénisme omniprésent. L'idée d'avoir des pratiques sportives démocratiques et émancipatrices n'a pas pour autant disparu. Lorsque le mouvement ouvrier est parvenu à dégager plus de temps libre, l'éducation physique pour toutes et tous est véritablement apparue. En France, le gouvernement du front populaire de 1936 en a fait une priorité et de nombreuses associations sportives ouvrières se sont multipliées dès cette période. Depuis, les communes de gauche se démarquent par leur volonté de rendre le sport accessible à tout le monde tout en faisant leur possible pour y maintenir un esprit de camaraderie (le culte voué à l'égard du contesté Coubertin par la ville de Lausanne constitue une triste exception).

Bertil Munk



Habiter autrement : logements solidaires et coopératifs

Le logement est devenu une marchandise alors que c'est un besoin vital et un droit fondamental. Tout comme le sol, le logement se vend, se loue et s'achète sur le marché. Ce n'est pas nouveau, mais néanmoins lourd de conséquences et en particulier sur le quotidien et le tissu social.

DOSSIER Le problème le plus évident du logement devenu marchandise est d'abord pour ceux et celles qui ne peuvent trouver de logement abordable et digne en raison de leur faible niveau de revenu. Ces personnes perdent l'accès à un droit humain en raison du marché de l'habitat qui *de facto* produit leur exclusion. Cependant, les conséquences les plus larges du logement-marchandise sont moins évidentes, car elles se font sur le quotidien de toutes et tous.

En effet, habiter un lieu qui appartient bien souvent à une inconnue que nous payons mensuellement pour utiliser son bien immobilier affecte considérablement le quotidien. Le fait de ne posséder ni individuellement, ni collectivement son logement, place par exemple les locataires dans la quasi-impossibilité de modifier, réorganiser, transformer leur lieu de vie principale. Les conséquences sont cependant plus vastes, car la manière d'être en relation avec ses voisins, ses colocataires ou les habitant·e·s du quartier où l'on vit est elle aussi affectée négativement. L'architecture du bâti vient renforcer encore ce phénomène en produisant des logements essentiellement pour individus seuls, en couples ou en familles, mais rarement des logements pour des collocations ou d'autres formes d'habitats collectifs. Le logement-marchandise atomise ainsi au quotidien le social et limite par ce fait les conditions d'émergences de la solidarité, de l'engagement social et politique, et plus largement du vivre ensemble de qualité.

Fort heureusement, même dans le marché du logement actuel, le social résiste. Comme la crise du covid-19 a pu le démontrer, l'organisation solidaire au niveau du quartier et de l'immeuble

reste possible. Toutefois un constat reste: l'organisation solidaire des immeubles et quartiers n'est que peu favorisée par la loi ou les politiques publiques.

En effet, la protection des locataires qu'offre la loi, bien que louable, ne va pas assez loin puisqu'elle se contente surtout de protéger les locataires contre les comportements abusifs des propriétaires et les loyers trop élevés. La loi ne prévoit pas grand-chose pour permettre l'action collective de locataires d'un immeuble qui souhaiteraient par exemple réorganiser et modifier leur immeuble et son fonctionnement. Faciliter l'accès à la propriété individuelle n'est bien sûr pas la solution, mais étendre les droits des locataires pour inclure des possibilités de gestions collectives des biens loués doit être rendu possible. Quant aux politiques publiques de logements, elles existent, mais la plupart des communes ayant vendu une grande partie du terrain qui leur appartenait, celles-ci ont perdu leur levier principal d'action. L'usage grandissant du droit de superficie ou encore, dans le canton de Vaud, dans l'utilisation des possibilités offertes par la ré-

cente LPPPL (voir encadré ci-dessous) permet de garder espoir sur les futurs développements.

Les exemples d'alternatives aux habitations marchandises existent aussi en nombre, en particulier sous la forme de coopérative d'habitations (voir Pages de gauche 164 pour une analyse plus approfondie). Il y en a environ 2'000 en Suisse, pour environ 185'000 logements, soit 5% du total.

Elles apparaissent clairement comme une manière convaincante de produire de l'habitat qui soit à la fois plus abordable (grâce au loyer au prix coutant), plus sociale (grâce aux interactions et tissu social qu'elles favorisent) et plus écologique (grâce à la mise en commun de bien et de véhicules). Le parc immobilier suisse étant géré essentiellement par un nombre de plus en plus restreint de grands investisseurs privés, l'enjeu politique de la création de logements véritablement sociaux, participatifs et solidaires se fait de plus en plus pressant. Les municipalités de gauche doivent agir. Maintenant.

Hervé Roquet

LPPPL

Dans le canton de Vaud, la récente *loi sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL)* est un exemple réjouissant d'une législation efficace et de gauche pour lutter non seulement contre la pénurie de logements (en particulier de logements abordables), mais aussi contre les investisseurs immobiliers et leurs profits indus. Voir à ce sujet *Pages de gauche* 163. Cette loi autorise notamment les communes à acheter des immeubles de manières préemptives pour en faire de logement d'utilité publique. Lausanne a inauguré ce droit en rachetant la villa de Montagibert début 2020 en passant devant un médecin fortuné qui voulait en faire son bien. Cependant, cette loi ne s'arrête pas à la préemption puisqu'elle facilite notamment la construction par les communes de logement à loyer abordable et permet nouvellement aux communes de fixer un quota de logement d'utilité publique dans les nouveaux plans d'affectation. Véritable outil de politique de logement pour les communes, cette loi doit servir d'inspiration pour les autres cantons ne bénéficiant pas d'outil comparable. **HR**

Peut-on subvertir l'armée ?

DOSSIER Pendant longtemps l'armée a été, en Suisse, un lieu de lutte politique. Le refus de servir est la partie la plus connue de cet activisme antimilitariste et pacifiste. Il existait cependant aussi d'autres moyens de politiser l'armée, en agissant directement auprès des soldats, conçus comme un prolétariat à l'intérieur même de l'armée, face aux officiers. N'oublions pas enfin que, pour des fractions minoritaires de l'extrême gauche, l'armée était aussi un apprentissage au combat et au maniement des armes qui devait se révéler utile le jour venu... Mon expérience de l'armée suisse a maintenant à peu près vingt ans, mais si celle-ci a sans doute un peu changé depuis, je doute que les transformations aient été très profondes.

Éviter les emmerdes

Lorsque j'ai fait mon service militaire, avant l'introduction de la réforme Armée XXI, ces combats avaient dans une bonne mesure disparu, même s'il fallait encore produire un dossier pour être accepté au service civil. Je n'avais pas choisi cette solution à cause de sa durée (une fois et demie celle du service militaire), ni celle de l'inaptitude à cause de la taxe militaire qu'il fallait alors payer jusqu'à 42 ans.

Est-il possible de politiser le quotidien à l'armée ? Je ne le crois pas, ou alors dans des conditions qui n'étaient pas les miennes. L'attitude moyenne du

soldat consiste toujours à minimiser autant que possible les emmerdes. Cela suppose de suivre les ordres avec suffisamment de bonne volonté apparente pour éviter les réprimandes, mais sans faire de zèle. En d'autres termes, il faut s'assurer de passer inaperçu pour ne pas être remarqué par les officiers, ni dans un sens ni dans l'autre.

Deux catégories de personnes sont donc immédiatement attaquées par les soldats eux-mêmes : les fayots (notamment ceux qui montrent trop manifestement une envie de « grader ») et les emmerdeurs (ceux qui cherchent à gripper la machine). Dans ces conditions, construire un rapport de force est littéralement impossible.

L'armée, école de l'oppression

Je me suis rendu compte plus tard, par mon engagement syndical, que ce travail de politisation était au moins aussi difficile à l'armée que sur les lieux de travail, alors même que n'existe ni la pression au salaire ou à l'avancement, ni, bien sûr, la crainte d'être « licencié » (au contraire, tout le monde ne cherche que cela !).

L'armée partage avec le monde de l'entreprise bien d'autres traits. Le pouvoir discrétionnaire des officiers est similaire à celui du management intermédiaire sur un lieu de travail, comme l'est le caractère absurde de la plupart de leurs décisions

aussi. Une autre proximité troublante est la passivité des soldats envers cette hiérarchie imbécile. Dans une armée, ce qui accentue cette léthargie est le maintien de la piétaille dans l'ignorance de tout, travail bien plus aisé ici que dans une entreprise où les ouvrières-ers en savent bien plus que le management sur le fonctionnement effectif de leurs tâches.

Un antimilitarisme ambivalent

La critique des officiers et des sous-officiers est évidemment une activité permanente dans n'importe quel groupe militaire, mais elle reste cantonnée aux discussions entre soldats. Elle ne se transforme qu'exceptionnellement en contestation directe et explicite de la hiérarchie, alors même que les occasions de le faire sont innombrables. Elle sert donc davantage d'exutoire que de véritable critique du fonctionnement et des ordres, mais elle construit aussi une sorte de collectif subalterne qui peut, dans certaines conditions, conduire à une sorte de résistance passive (voire, mais c'était extrêmement rare, à des formes de sabotage des exercices).

L'armée suscite donc une expérience extrêmement déroutante. Le collectif, sur lequel repose toute capacité de résistance, occupe dans ce cas-là une fonction exactement inverse, puisque la hiérarchie se sert de celui-ci pour attaquer toutes les formes de résistance trop explicites, notamment par la pratique habituelle des punitions collectives. Un collectif subalterne ne peut toutefois se construire que sur la durée, les quelques semaines passées ensemble dans une caserne n'y suffisant bien sûr pas.

Je doute hélas que les réformes militaires des vingt dernières années aient amélioré la situation, et ne serais pas étonné qu'elles aient rendu cette politisation de l'armée encore plus difficile.

Antoine Chollet

S'empouvoier

La pandémie a engendré un sentiment très concret de notre impuissance. On a d'ailleurs vu fleurir des réactions à ce sentiment parfois inattendues dans notre entourage: des théories du complot, pour trouver une explication à l'immaîtrisable et justifier son inaction; des appels individualistes à la rébellion, c'est-à-dire à enfreindre les dispositions visant le contrôle de la diffusion du virus (ce paternalisme étant apparemment plus justifié que celui des autorités), la soudaine apparition de centaines d'« expert·e·s » en santé publique, en recherche clinique, etc.

DOSSIER Cette crise est aussi révélatrice d'inégalités sociales profondément inscrites dans nos institutions et nos habitudes, qui avant la pandémie pouvait déjà nous faire sentir impuissant·e·s. Il est parfois difficile de se convaincre que changer cette situation injuste est possible. Il est souvent compliqué de trouver le temps et l'énergie de militer dans des organisations avec leurs propres inégalités, en particulier sexistes, racistes et classistes. Ce dossier a voulu rappeler que ces questions politiques sont présentes dans notre quotidien et que même en dehors d'actions militantes traditionnelles, nos décisions peuvent faire pencher la balance vers plus ou moins d'égalité.

Nous ne sommes pas impuissant·e·s face au capitalisme, au racisme, au patriarcat. Grignoter le bénéfice des spéculateurs immobiliers en défendant ses droits de locataire, intervenir lorsque l'on est témoin de propos racistes, collectiviser en la par-

tageant l'expérience de travail entre collègues, réfléchir aux effets de ses pratiques, comme touriste, comme amant·e, comme apprenant·e, créer un idéal sportif non compétitif, ou imaginer d'autres formes de citoyenneté, toutes ces actions contribuent à nous armer de sens critique et à construire notre capacité d'agir sur le monde, au cœur de notre quotidien, quel qu'il soit.

Des actions quotidiennes

Il serait d'ailleurs nécessaire d'interpeller nos camarades de luttes dans leurs actions quotidiennes également. Car il reste toujours affligeant de constater que certain·e·s militant·e·s de gauche se révèlent au quotidien des collègues non solidaires, ou même les pires patron·ne·s, au comportement parfois harceleur, que ce soit psychologiquement ou sexuellement.

Prendre conscience de ses privilèges et les utiliser de façon bienveillante et pour plus d'égalité est en effet une responsabi-

lité particulière des personnes en situation de pouvoir, même lorsque celui-ci est relatif: enseignant·e·s, parents, patron·ne·s, hommes, personnes blanches, hétérosexuelles, en bonne santé, etc.

Il ne s'agit cependant ni de fétichiser l'action individuelle ni de minimiser le pouvoir des opprimé·e·s. Nous savons que sans mouvement collectif, on ne peut transformer les institutions. Mais ces réflexions sur notre quotidien et les choix que nous pouvons faire permettent néanmoins des pratiques plus égalitaires et solidaires, qui participent de la construction de mouvements collectifs, ne serait-ce qu'en rappelant qu'une alternative existe. Par l'exemple, la solidarité, le rejet des idées préconçues, il est même possible que ces actions quotidiennes aient parfois plus d'impact que des actions militantes plus traditionnelles.

La rédaction

Pour aller plus loin

- Michel de Certeau, *L'invention du quotidien I: Arts de faire*, Paris, Union Générale d'Éditions, 1980.
- Luce Giard et Pierre Mayol, *L'invention du quotidien II: Habiter, cuisiner*, Paris, Union Générale d'Éditions, 1980.
- Henri Lefebvre, *Critique de la vie quotidienne I*, Paris, L'Arche, 2^e édition, 1958.
- Henri Lefebvre, *Critique de la vie quotidienne II. Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*, Paris, L'Arche, 1961.
- Henri Lefebvre, *Critique de la vie quotidienne III. De la modernité au modernisme*, Paris, L'Arche, 1981.
- Alf Lüdtke, *Histoire du quotidien*, Paris, Éditions de la MSH, 1994.

Faux débats et vrais ennemis

Aude Vidal tente dans ce court essai de lister les problèmes rencontrés dans les collectifs féministes français dont elle a fait l'expérience et croit pouvoir les identifier sous le nom fourre-tout d'individualisme. Ce texte apparaît avant tout comme une réaction à des expériences qui ne sont pas décrites avec suffisamment de détails et d'éléments concrets pour constituer une base de discussion. Il exprime néanmoins des questions aujourd'hui récurrentes dans les écrits féministes contemporains, y compris certaines confusions.

Vidal commence par mentionner les dimensions intimes de l'oppression des femmes, dans le but de souligner l'expérience particulière des femmes. Je m'attendais à ce que Vidal s'inquiète du fait que l'expérience personnelle n'est plus considérée comme un point de départ et une ressource pour collectiviser l'expérience d'oppression des femmes. Le partage de l'expérience individuelle est en effet de plus en plus souvent vu comme un but en soi, sans volonté de déplacer son regard.

Le personnel est politique

Or cette approche va à l'encontre d'une discussion collective sur les manifestations des rapports de pouvoir dans notre expérience individuelle, et limite la possibilité d'imaginer collectivement ce qui pourrait être autrement, y compris sa propre perception.

Mais la critique de Vidal vise davantage le fait que certaines personnes aujourd'hui croient

que le genre est une « identité fortement individualisée », et non plus un marqueur de l'appartenance à une classe sociale produite par des rapports sociaux. Sa réflexion sur cette observation valide n'interroge cependant pas les dynamiques sociales qui produisent cette approche du genre et du militantisme, mais adhère à la perspective individualiste qu'elle critique, en en faisant juste une question d'opinion.

Divisions ou divergences

Comme Vidal, la ritournelle de certaines féministes actuelles est que l'intégration des questions raciales et des enjeux LGBT dans les mouvements féministes est la source d'une division qui paralyse les luttes. Malgré sa sympathie déclarée pour ces causes, Vidal ne parvient pas à articuler une critique de la gestion de ces questions dans les collectifs féministes qui ne condamnent pas une alliance avec ces causes.

Les arguments développés se concentrent sur deux éléments perturbateurs : les femmes trans, qui se comporteraient comme des hommes (c'est-à-dire osent prendre la parole) et feraient peur aux femmes cis qui veulent être « entre elles », et les travailleuses du sexe.

Le problème reste abscons au terme de cette succession d'idées confuses. Ce n'est pas une information neuve qu'il existe des tensions politiques et théoriques dans les mouvements féministes, que certains courants sont plus audibles que d'autres, plus efficaces, ou simplement mieux organisés, comme dans tout mouvement politique. Mais qu'est-ce qui conduit des groupes militants à se réunir si les membres ne partagent pas le même projet de société, en dehors d'intérêt électoraux et économiques? Quels ont été les buts partagés, même temporaires et limités, qui ont permis à ces collectifs de se former et de se qualifier de féministes? Si l'on s'en tient à Vidal, tout cela semble surgir d'un malentendu. En partant de ce qui les rassemble, et en discutant ces éventuels malentendus depuis cette base, l'analyse de ces problèmes aurait été plus instructive. En l'état la recherche de coupables et l'usage de faux ennemis ne clarifie pas la situation et ne fournit pas de ressource pour la penser, voire la résoudre.

Stéphanie Pache

À lire : Aude Vidal, *La conjuration des ego : féminismes et individualisme*, Paris, Syllepse, 2019.



Livres

Le football comme instrument d'émancipation

Si ces dernières années ont vu les Football Leaks, une fuite de plus de 18,6 millions de documents confidentiels, ébranler le monde du football en prouvant notamment que Cristiano Ronaldo, la superstar portugaise du ballon rond, avait dissimulé plus de 150 millions d'euros à l'administration fiscale espagnole, Mickaël Correia et son « histoire populaire du football » rappelle que ce sport ne se résume de loin pas au foot-business, mais qu'il fut également un puissant instrument d'émancipation ouvrière, féministe, anticolonialiste et antifasciste.

L'auteur rappelle, en un premier lieu, que le football moderne est né aux alentours des années 1840 dans les établissements scolaires privés que fréquentait la jeunesse aristocratique britannique. La pratique de ce sport avait notamment pour objectif de discipliner cette turbulente jeunesse dorée et de « former des gentlemen prompts à prendre en mains l'essor du capitalisme industriel et colonial britannique ». Si le football déborda la classe sociale l'ayant vu naître, c'est que le patronat et le clergé estimaient que sa pratique lors des jours de congé, qui venaient d'être arrachés après d'âpres luttes syndicales, éviterait à la classe ouvrière de sombrer dans le « vice ». Le club de West Ham United fut, par exemple, créé par le propriétaire d'un des principaux chantiers navals londoniens « avec pour objectif de rapprocher les ouvriers des cadres » après l'éclatement de nombreuses grèves.

Retour de lutte

Même si la démocratisation du football au sein de la classe ouvrière fut synonyme de paternalisme et de pacification sociale, le prolétariat sut, toutefois, s'approprier le football et en faire également un élément essentiel de la culture et de la fierté ouvrières. Il fut même parfois un terrain sur lequel se déroula la lutte des classes. La finale de

la coupe d'Angleterre de 1883, qui vu s'imposer une équipe ouvrière du nord industriel au détriment d'un très aristocratique club ouest-londonien, fut célébrée comme une véritable victoire du travail sur le capital.

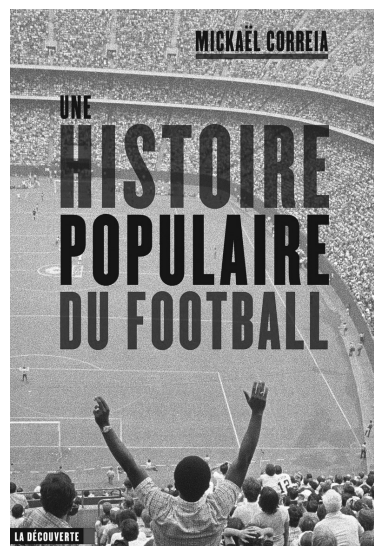
Au service de l'émancipation féminine ?

Mickaël Correia fait également dans son ouvrage l'histoire trop souvent oubliée du football féminin. C'est pendant la Première Guerre mondiale que se démocratisèrent les clubs de football féminin. Remplaçant leurs pères, frères et époux dans les usines, c'est tout naturellement que les femmes adoptèrent la culture ouvrière et se mirent à jouer au foot. Profitant de la suspension du championnat et de la coupe masculine, le football féminin acquit en peu de temps une très grande popularité. Le point d'orgue de cette dernière fut certainement le match opposant les Dick, Kerr Ladies au St Helen's Ladies qui attira, le 26 décembre 1920, une foule de plus de 53'000 personnes ! La fin du conflit mondial fut, toutefois, un dur rappel à l'ordre patriarcal pour ces ouvrières-footballeuses. En effet, les autorités footballistiques britanniques virent d'un très mauvais œil la concurrence féminine au football masculin qui venait de reprendre son cours. Elles décidèrent, en décembre 1921, d'interdire à tout club masculin de

prêter son terrain à une équipe féminine sous peine de lourdes sanctions. La conséquence fut immédiate, de nombreux matchs féminins furent en conséquence annulés faute de terrain et un important nombre d'équipes de femmes périclitèrent. À noter que la fédération anglaise ne revint sur cette décision qu'en 1971, soit cinquante ans plus tard... Même si l'auteur n'en fait pas mention dans son ouvrage, il est, néanmoins, pertinent de faire remarquer que si la démocratisation du football féminin a certes permis une certaine émancipation, celle-ci a également renforcé, en se développant en opposition au football masculin, la division sexuée de la société. En effet, le temps d'une pratique du football inclusive et non genrée n'est pas encore advenu. En bref, « Une histoire populaire du football », que tout-e fan de ballon rond devrait absolument lire, met en valeur le potentiel subversif et émancipateur de la pratique du football sans toutefois occulter ses limites et ses contractions.

Joakim Martins

À lire : Mickaël Correia, Une histoire populaire du football, Paris, La Découverte, 2018.



Livres

L'école des soignantes

Dans ce dernier roman paru en 2019, Martin Winckler nous offre, pour la première fois dans son œuvre, un récit de science-fiction qui résonne avec notre actualité d'une façon surprenante. L'école des soignantes décrit un centre de soins de santé utopique et féministe à l'horizon 2039. Dans ce futur proche, une région de France a développé un projet de santé communautaire qui prend pour norme la santé des femmes. Il s'agit de corriger la négligence, voire la maltraitance millénaire à l'égard de ces dernières des professionnel·le·s et des sciences de la santé.

Un système plus horizontal

Dans cette institution ouverte à toute·s, centrée sur le soin – que Winckler oppose à une approche médicale centrée sur le diagnostic et le traitement – la division hiérarchique et sexuée du travail de soin entre corps infirmier et médical est remplacée par un corps de soignantes, tout le roman usant du féminin comme genre universel. La hiérarchie ne disparaît pas complètement, mais se fonde sur

l'expérience et les compétences spécifiques, dans un système où toutes les filières sont ouvertes à toutes, les changements de poste facilités, et les salaires distribués sur une échelle « équitable ». La formation y est rémunérée et commence dans un cursus unique.

Des soins plus démocratiques

Outre cette attention à des conditions de formation et de travail plus égalitaires que celles qu'on peut observer aujourd'hui, Winckler expose nombre de ses recommandations déjà détaillées dans ses précédents romans au sujet des pratiques de soin, relevant pour certain·e·s de « l'éthique médicale », mais qui ont plutôt trait à des questions de pouvoir : la reconnaissance de l'expertise des « soignées », leur participation au diagnostic et au choix de leur traitement (consentement), mais aussi à la formation des soignantes; la garantie du droit des personnes soignées à l'interruption de leur grossesse, comme de l'aide à mourir ; et un accueil bienveillant et non jugeant des expériences ordinaires

et moins ordinaires des femmes qui évite une lecture psychiatrique ou médicale stigmatisante.

Le livre est structuré comme étant les observations de Hannah Mitzvah, personnage masculin, et soignante formée dans cette école d'un nouveau genre. Winckler a ainsi la cohérence de ne pas décrire son utopie féministe en s'appropriant la perspective d'une femme. Ce roman pédagogique a le mérite de stimuler la réflexion sur la conception et l'organisation actuelle des soins de santé. Ce projet a sans aucun doute l'ambition de démontrer la possibilité d'une démarche de soin intégrant respectueusement tout le monde. Il persiste néanmoins jusqu'à la fin l'impression d'un exercice scolaire cochant systématiquement toutes les bonnes cases pour démontrer cette inclusivité, signe que l'on est du bon côté de la force, ce que nos opposant·e·s conservateur·trice·s n'hésiteraient pas à qualifier de « politiquement correct ».

Stéphanie Pache

À lire : *Martin Winckler, L'école des soignantes, Paris, P.O.L., 2019.*

Livres

Tout s'effondre

Pour dix-sept pays africains, 2020 marque le 60^e anniversaire de la libération du joug colonial. Jamais autant de pays ne s'étaient libérés des vieux empires français, belge et britannique qu'en 1960.

Pour se rappeler ce que fut en Afrique le colonialisme et la période des indépendances, lire Chinua Achebe reste un passage obligé. Lorsqu'il publie son premier roman *Things fall Apart* en 1958, Achebe n'a que 27 ans et son pays – le Nigéria – vit le crépuscule de la domination coloniale britannique. Son roman deviendra un des plus grands classiques de la littérature africaine.

Achebe y décrit la vie à Umuofia un village imaginaire Igbo au Sud-Est du Nigéria actuel à la fin du 19^e siècle au moment même de son premier contact avec les colons

britanniques. Le personnage central du roman est Okonkwo, un homme violent et fier, attaché aux principes et aux traditions organisant la vie de son village. Fils d'un père paresseux, il s'est attaché le respect de toutes et tous par sa force, son acharnement au travail et ses exploits de lutte. Il est devenu un cultivateur influent et prospère ayant trois femmes et huit enfants lorsque les premiers missionnaires débarquent dans un village voisin, transformant à jamais l'organisation sociale, politique, économique et religieuse de la région.

Le génie d'Achebe est de décrire avec précision l'effritement du monde d'Okonkwo à la suite de la colonisation britannique. Achebe raconte le début de la colonisation depuis une perspective africaine sans complaisance ni pour les colons ni pour les habitant·e·s

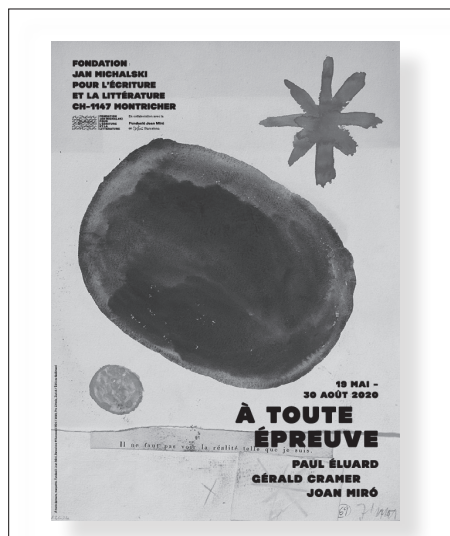
d'Umuofia. Il y parvient avec brio sans jamais tomber dans l'idéalisation d'un passé précolonial fantasmé.

Dans ce livre au rythme rapide, où aucun mot n'est de trop, tout s'effondre petit à petit. Ce roman permet de mieux comprendre la période coloniale et ses effets grâce à une description fine des mécanismes subtils et puissants de l'effondrement qu'elle engendra. La nouvelle traduction de 2013, publiée chez Actes Sud a permis une réactualisation plus que nécessaire de ce texte incontournable de la littérature africaine.

Hervé Roquet

À lire : *Chinua Achebe, Tout s'effondre, Paris, Actes Sud, 2013.*

À toute épreuve – Paul Éluard, Gérald Cramer, Joan Miró
Exposition à la Fondation Jan Michalski, Montricher.
Jusqu'au 30 août 2020



La Fondation Michalski consacre une exposition à l'ouvrage *À toute épreuve*, qui est tout à la fois un livre et une œuvre d'art à part entière. Comme souvent dans la petite salle d'exposition de Montricher, qui accueille sur les flancs du Jura des résidences d'artistes et une magnifique bibliothèque qui, à elle seule, vaut le détour, l'enjeu est de faire découvrir au public des textes et de œuvres littéraires. Le format de l'exposition avec vitrines et explications imprimées nécessite une ingéniosité certaine, un texte n'étant pas toujours un objet d'exposition facile à présenter.

En l'occurrence, l'œuvre qui est actuellement présentée par la Fondation Michalski se prête parfaitement au format de l'exposition, car le livre renferme, sur un peu plus de quatre-vingts pages, un texte de Paul Éluard (1895-1952) et de nombreuses illustrations de Joan Miró (1893-1983) composées au moyen de la technique de la xylographie. L'article taille des matrices en bois qui seront ensuite enduites de couleur pour être appliquées sur la feuille, illustrant ainsi la poésie surréaliste d'Éluard.

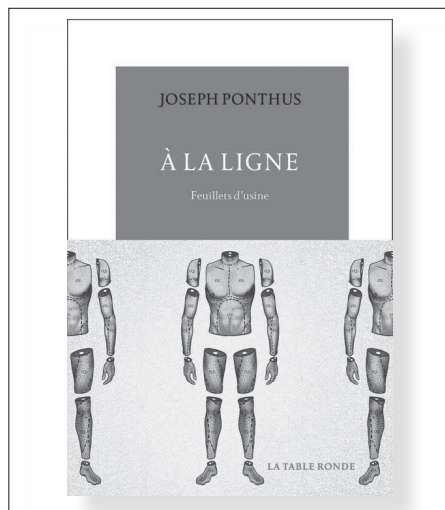
L'exposition nous plonge ainsi à la fois dans le texte de celui qui a été une figure importante à la fois du surréalisme, de la résistance et du Parti communiste français, et dans les figures et couleurs si caractéristiques de l'œuvre de cet autre compagnon de route du surréalisme qu'était Joan Miró, sans compter la découverte de l'une des nombreuses techniques utilisées par ce dernier, en l'occurrence la xylographie. **AT**

À la ligne, feuillets d'usine
Joseph Pontus
Paris, La Table ronde, 2019
266 pages

Attention chef d'œuvre, justement récompensé du prix du roman populiste ! Ce texte très largement autobiographique suit les journées d'un ouvrier dans différentes usines en Bretagne. On retrouve par endroits les accents d'une Simone Weil dans son « journal d'usine », ou d'un Robert Linhart dans *L'établi*, notamment le choc du travail en usine pour quelqu'un qui, avant, travaillait ailleurs. Cependant, contrairement à ses deux illustres ancêtres, le narrateur n'y va pas pour faire la révolution, mais « pour les sous ».

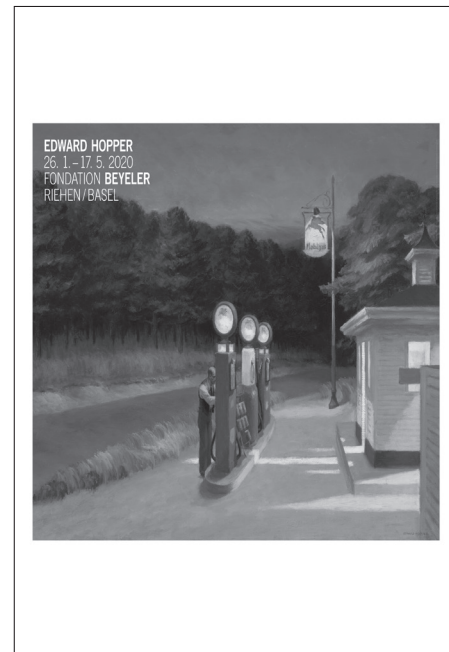
On le suit dans une conserverie, à décortiquer des crevettes par milliers, à cuire des bulots par tonnes, puis dans un abattoir, à promener sur des rails les carcasses gigantesques des bœufs qui viennent d'être abattus. Le récit est d'abord descriptif, détaillé, bien souvent saisissant. Les conditions de travail sont terribles, la possibilité d'une résistance ouvrière extrêmement ténue, et l'épuisement guette à chaque instant.

Mais toute description, surtout celle d'une usine, est toujours politique. L'auteur le sait bien, lui qui dédie son livre, entre autres, « aux prolétaires de tous les pays ». On dit trop souvent qu'il n'y a plus de classe ouvrière en Europe, qu'elle a été délocalisée en Chine ou ailleurs. Le livre de Joseph Pontus montre qu'il n'y a peut-être plus de classe, au sens d'un ensemble de personnes qui pensent en former une – économiquement, socialement, politiquement – mais qu'il y a encore des ouvrières et des ouvriers. Et qu'ils et elles se crèvent toujours à la tâche. **AC**



Edward Hopper
Exposition à la Fondation Beyeler, à Bâle.
Jusqu'au 26 juillet 2020

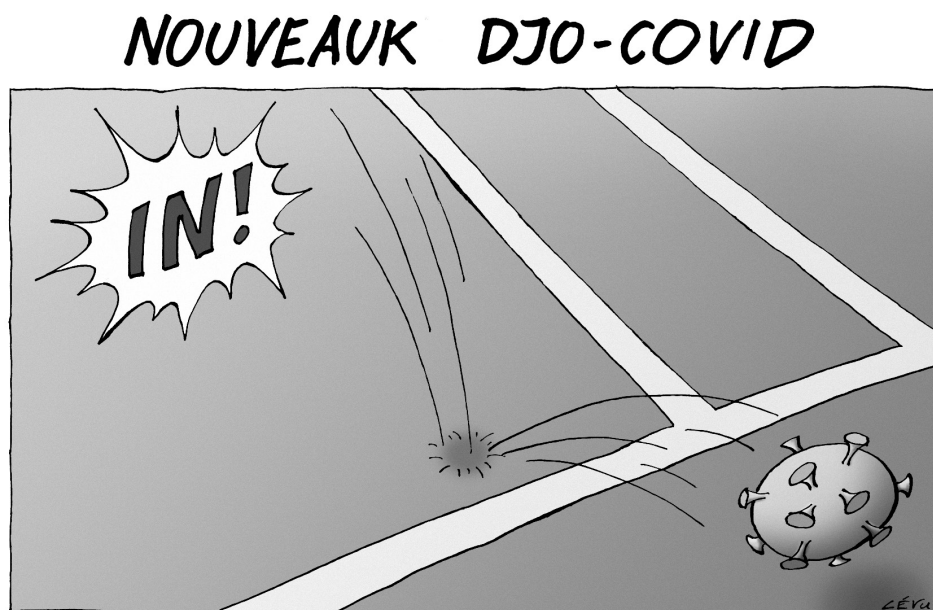
En cette première moitié d'année 2020 la Fondation Beyeler de Bâle, consacre une exposition particulièrement magique à Edward Hopper (1882-1967). Spécialement pour cet événement, le célèbre cinéaste Wim Wenders a réalisé un hommage personnel à Hopper, un film en 3D intitulé *Two or Three Things I Know about Edward Hopper*. La Fondation Beyeler nous offre l'occasion de voir une sélection d'œuvres originale : nous y retrouvons des grands chefs d'œuvres comme *Cape Cod Morning* mais aussi une série d'œuvres mi-



neures et moins connues comme ses aquarelles et ses dessins. L'architecture de Renzo Piano offre une illumination particulièrement réussie pour pouvoir apprécier les incroyables jeux de lumières présents dans les œuvres de Hopper, qui nous amène avec lui dans tous les paysages qu'il peint. Comme toujours, les œuvres d'Hopper sont tellement réussies qu'il est difficile de ne pas s'émouvoir face à ses tableaux. À savoir que pour avoir l'occasion de revoir l'ensemble de ces peintures il serait nécessaire de visiter plusieurs musées aux États-Unis, c'est une chance extraordinaire de pouvoir les admirer rassemblées en un seul lieu, ici en Suisse. **ESL**

Vu, Cévu**Illustrations**

Les illustrations de ce numéro ont été prises par Rachel Pache, lors de deux manifestations *Black Lives Matter*, les 7 et 13 juin 2020, à Lausanne.

**JAB**

CH-1002 Lausanne

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

Salle des pas perdus**Heurs et malheurs de la chasse**

Un beau matin de juillet, le réveil
A sonné dès le lever du soleil
Et j'me suis dit c'te Valais qu'ça s'passe
C'est aujourd'hui qu'on chasse

On arrive sur le boulevard sans retard
Pour voir défilier les tétas, les canards,
Mais sur-le-champ on est refoulé par les garde-chasses

Alors j'ai dit

On n'est pas là pour se faire engueuler
On est là pour tous les dézinguer
On n'est pas là pour se faire assommer
On est venu pour tirer et chasser

Si tout le monde était resté chez soi
Ça ferait du tort à la République
Un Valais tout empli de gibier

Sinon, plus tard, quand le loup reviendra
Ma parole, nous on reviendra pas

Jour de la fête à Julot, mon poteau
Je l'ai invité dans un p'tit bistro
Où l'on trouve un beaujolais vrai de vrai
Un nectar de première

On est sorti très à l'aise et voilà
Que j'ai eu l'idée de l'ram'ner ce chamois
Mais j'ai compris en entendant ces râles et ces cris

Alors j'ai dit

On n'est pas là pour se faire engueuler
On est là pour tous les dézinguer

On n'est pas là pour se faire assommer
On est venu pour tirer et chasser
Si tout le monde restait toujours tout seul
Plus d'accident d'chasse, pas croyable
Ouvre cette porte et sors des verres

Ne t'obstine pas ou sans ça l' prochain coup
Ma parole, moi je canarde tout

Le gros calibre était dur cette fois-là
Qu'on a trépassé l' soir même et voilà
Qu'on se r'trouve au paradis vers minuit
Devant monsieur Darbellay
Il y avait quelques élus qui rentraient
Mais vu qu'on était pas encarté au PDC
On est r'foulé et Saint-Pierre se met à râler

Alors j'ai dit

On n'est pas là pour se faire engueuler
On était v'nus pour abattre
Un peu d'gibier, deux-trois martres,
On est mort, il est temps qu'on rigole
Si vous flanquez les ivrognes à la porte
Il doit pas vous rester beaucoup d' monde
Les montagnes se vident, mais nous on s' barre

Et puis on est descendu chez Fournier
Et en-bas y'avait aussi Germanier

C' qui prouve qu'en chassant
Quand il est encore temps
On peut finir par obtenir des trophées !

*En prévision de la votation du
24 septembre, hommage à Boris Vian.*